

MEMOIRE PROFESSIONNEL
EN VUE DE L'OBTENTION DU DIPLOME DE
MASTER EN Economie Appliquée
« **M**éthodes **Q**uantitatives et **M**odélisation pour l'**E**ntreprise »

❧ 0000000 ❧

**L'Observatoire Industriel de La
Réunion : Clé de Voûte de
l'Industrie Locale et de Son Avenir**

❧ 0000000 ❧

Présenté par : RAKOTONIAINA Pety Ialimita

Tuteur universitaire : SEBASTIEN Véronique

Tuteur Professionnel : DELETREZ Diane

Année universitaire : 2022-2023



REMERCIEMENTS

Seigneur Dieu

Peut-être qu'il me manque les mots justes pour te remercier de ton inestimable bénédiction dans l'accomplissement du travail ci-présent. Même si le travail a été quelquefois ardu, grâce à toi Seigneur, que d'amours, de force de détermination et de compréhension ont fleuri tout au long du travail ! Que cette page soit le témoin de l'expression de ma profonde gratitude et remerciements envers toi et aux différents acteurs que tu m'as offerts.

A la grande famille de l'Université de La Réunion depuis nos formations par nos éminents maîtres et professeurs, durant nos stages, dans nos préoccupations journalières, ... et pour couronner sur la voie gracieuse du dépôt final du mémoire et sa soutenance ! Je voudrais vous adresser toute ma reconnaissance d'avoir donné un environnement digne des activités éducationnelles et d'une manière distinctive celles de recherches. Ma reconnaissance s'adresse principalement aux organes suivants :

- Le Président de l'Université ;
- La Direction de la Relation Internationale ;
- Le Décanat de la Faculté des Sciences Sociales ;
- Le Département Economie Appliquée ;
- La Bibliothèque de l'Université de La Réunion ;
- Le Corps Professoral ;
- Le Docteur Véronique Sébastien.

Comment pourrais-je ne pas aussi remercier en particulier l'Association pour le Développement Industriel ? C'est elle qui m'a encadré, alimenté mes réflexions puis surtout montré l'image d'un économiste tenant la tête d'une aiguille, trainant son fil, et les états d'esprits qui vont avec. C'était une immense fierté de côtoyer les praticiens de cette association qui demeure une grande source d'inspiration pour moi !

Un grand merci également à ma famille, mes amis et mes différents proches pour leurs soutiens, encouragements, qui m'ont été d'une aide précieuse. Je remercie particulièrement :

- Ma mère et ma sœur qui m'ont toujours donné une affection inconditionnelle pour me sentir toujours en bonne forme ;
- Mon frère et mon père pour leur soutien morale ;
- L'aumônerie de l'Université qui m'accompagne toujours.

Du fonds du cœur, que le très haut vous bénisse tous !

SOMMAIRE

INTRODUCTION GENERALE	5
PARTIE 1 : CONCEPTION DE L'OBSERVATOIRE INDUSTRIEL A JOUR	9
Chapitre 1.1 : Description de l'observatoire 2019	9
Chapitre 1.2 : Analyse des besoins et description du contenu de l'observatoire à jour	13
PARTIE 2 : LE CŒUR DE L'OBSERVATOIRE INDUSTRIEL	17
Chapitre 2.1 : La Réunion industrielle : Pouls et élan de l'économie moderne	17
Chapitre 2.2 : Le paysage de l'industrie réunionnaise	21
CONCLUSION GENERALE	25
LISTE DES ANNEXES :	27
ABREVIATIONS	34
BIBLIOGRAPHIE	35
TABLE DES MATIERES	36

RESUME

Ce mémoire plonge au cœur de l'actualisation de l'observatoire industriel initié par l'Association pour le Développement Industriel à La Réunion. Il met en lumière les défis intrinsèques et contextuels de l'industrie de La Réunion, tout en scrutant les ramifications de la mondialisation commerciale. Pivotant autour de l'influence majeure du Plan Réunionnais pour l'Industrie de 2017, cette recherche illustre la manière dont ce plan a sculpté l'orientation industrielle de l'île. Bien que l'observatoire de 2019, fruit de cette initiative, souligne la vitalité de l'industrie locale, il révèle aussi des divergences par rapport aux objectifs de l'ADIR, spécifiquement en ce qui concerne la position de l'industrie dans l'économie locale et le commerce international. Des mesures ont été mises en œuvre pour pallier ces insuffisances.

En dépit de la dominance du secteur tertiaire, l'industrie demeure un pilier central de l'économie réunionnaise, confrontée par ailleurs à d'ardus défis, tant environnementaux qu'énergétiques. Des pôles d'innovation tels que Saint-Denis et Le Port témoignent de cette dynamique industrielle, même si l'île est aux prises avec certaines problématiques, notamment sa dépendance vis-à-vis des importations. Ces constats mettent en exergue la nécessité pour La Réunion de concilier la valorisation de ses traditions, à l'image de l'agro-alimentaire, et l'impulsion d'innovations, en particulier dans le domaine des énergies renouvelables. Ainsi, La Réunion s'érige en position idéale pour tisser un futur harmonieux et prospère

Mots-clés : industrie, observatoire, secteur

ABSTRACT

This study delves into the updated industrial observatory by the Association for Industrial Development in La Réunion. It highlights La Réunion's industrial challenges and the implications of global trade. Centered on the 2017 Reunion Plan for Industry, it shows its influence on the island's industrial path. The 2019 observatory underscores local industry vibrancy but points out discrepancies with ADIR's objectives. Despite the tertiary sector's dominance, industry is pivotal in La Réunion's economy, marked by environmental challenges and a dependence on imports. Emphasizing both tradition and renewable energy innovation, La Réunion is poised for a balanced and prosperous future.

Keywords : industry, observatory, sector

INTRODUCTION GENERALE

À la fin des années 80, l'économie réunionnaise a connu une mutation profonde. Comme le décrit l'historien Daniel Vaxelaire (2006), en un temps relativement court, elle est passée d'une économie traditionnelle, voire coloniale, fortement ancrée dans les méthodes ancestrales de l'agriculture, à une ère moderne. Bien que les prémices de l'industrialisation¹ puissent être tracées jusqu'à l'arrivée de la première machine à vapeur en 1817, l'économie insulaire a longtemps été dominée par le café et la canne à sucre. C'est lors de la période d'import substitution, dans les années 60 et 70, que les premières zones d'activités ont vu le jour, coïncidant avec l'émergence des premières filières agro-industrielles. La décennie suivante a véritablement marqué l'ascension de l'industrie locale. Depuis lors, de nombreux secteurs se sont développés, notamment le bâtiment et les travaux publics, l'énergie, et l'industrie créative.

Dans « La Réunion Terre D'Industrie », l'auteur retrace l'évolution industrielle de l'île, mettant en lumière les nombreux défis surmontés. Entre 1863 et 1865, une chute des cours du sucre plonge la population dans la misère, incitant à une ouverture internationale et une baisse des coûts d'exportation du sucre à la fin du XIX^e siècle. Malgré les crises dues aux guerres mondiales et une explosion démographique après la départementalisation au milieu du XIX^e siècle, La Réunion a témoigné de sa résilience, notamment avec des initiatives comme la naissance de l'Association pour le Développement Industriel (ADIR) en 1975. Mais l'isolement géographique et un marché intérieur restreint ont posé des défis continus. Un tournant notable a été la négociation sur le fret international en 2007, aboutissant à un document collaboratif avec l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE) sur l'industrie réunionnaise, qui demeure l'une des dernières études majeures à ce sujet.

L'INSEE, institution centrale en France pour la production de données pertinentes, détient une riche base de données industrielles. Celles-ci proviennent principalement du Système Informatisé du Répertoire des Entreprises et des Etablissements (SIRENE), de l'Enquête Annuelle d'Entreprises (EAE), du Système Intermédiaire d'Entreprises (SIE) et d'autres études complémentaires. Ainsi, à travers des rapports, dont celui concernant les entreprises en 2022, on peut évaluer l'importance de l'industrie locale en termes de valeur ajoutée et d'investissement. Toutefois, certains détails, comme la part de l'industrie dans l'exportation, restent à préciser.

¹ Industrialisation n'est donc pas une implantation des industries par ici et par là mais une mise en synergie de plusieurs industries afin de faciliter la production humaine. Elle n'est donc pas avant tout une question de croissance économique mais suscite une transformation structurelle qui permet d'utiliser de plus en plus de machine, c'est-à-dire, une mise en place d'une articulation dont l'aspect le plus attrayant n'est autre que l'économie d'échelle. Une économie d'échelle qui facilite la production des biens de consommation de l'homme. (Perroux, 1962b)

L'INSEE, dans ses publications, offre des insights pertinents sur l'industrie locale. Ainsi, le tableau de bord publié en 2023 dépeint clairement l'évolution de l'emploi salarié par secteur, y compris le secteur industriel. Cependant, il existe des lacunes dans la représentation qu'elle offre. L'INSEE ne fournit pas, par exemple, une mise à jour récente de la répartition géographique de l'industrie, illustrant son impact sur l'emploi à travers les microrégions de La Réunion. De plus, concernant le rôle pivot de l'industrie locale, aucun document de l'INSEE n'explore spécifiquement les fonctions et responsabilités qu'elle endosse dans le cadre économique. Une question essentielle demeure sans réponse : l'industrie locale contribue-t-elle à diminuer la dépendance aux importations ? Il est regrettable qu'aucun tableau de bord n'aborde ce sujet pourtant central.

Bien que l'INSEE omette certains aspects de l'industrie, qu'en est-il d'autres organismes prestigieux à La Réunion comme l'IEDOM et Nexa ? Il est indéniable que ce dernier dispose une grande gamme de données. La rencontre de notre équipe avec son président, le 24 Mai 2023, nous a permis de découvrir sa grande base de données et Nexastat (open_Data). Elles couvrent non seulement les indicateurs macroéconomiques et sectorielles mais aussi le système d'information géographique. L'équipe d'experts de Nexa analyse aussi régulièrement les données pour identifier surtout les anomalies, ce qui permette d'avoir une image plus précise de l'économie Réunionnaise. Cependant, bien que riches, ces données ne sont pas suffisamment mises à profit pour pallier les manquements de l'INSEE. Les rapports détaillés de l'IEDOM, tout comme les études de la Région et d'autres institutions publiques, peinent à offrir une vue holistique du rôle du secteur industriel dans l'économie réunionnaise.

Dans l'ère de la société numérique, ce manque généralisé d'intérêt pour les études industrielles constitue un risque majeur pour l'Association pour le Développement Industriel dans l'accomplissement de sa mission de promotion de l'industrie locale. Dans ce contexte, les parties prenantes ont des attentes élevées en matière de données, d'analyses et de politiques basées sur des preuves. Puisque les progrès technologiques et l'accès à une quantité massive d'informations ont instauré une culture de transparence et rendu indispensable une prise de décision éclairée. Les parties prenantes cherchent constamment des informations fiables pour évaluer l'impact de l'industrie locale.

Dans l'ère numérique actuelle, l'importance croissante des données et de l'analyse est indéniable. Cependant, un manque manifeste d'intérêt pour les études industrielles pourrait compromettre la mission de l'Association pour le Développement Industriel, qui vise à promouvoir l'industrie locale. Bien que nous vivions dans un monde inondé d'informations, les parties prenantes réclament des analyses solides et fiables sur l'industrie à La Réunion. Le secrétaire de l'ADIR, Monsieur REYDELLET Thierry, insiste sur le fait que sans études pertinentes, il devient ardu de sensibiliser efficacement les principaux acteurs, tels que les

décideurs politiques et les investisseurs, sur l'importance cruciale de l'industrie locale. Les défis et opportunités spécifiques à ce secteur restent ainsi méconnus.

Face à un manque de connaissance précise des enjeux industriels, l'association peine à concevoir des stratégies efficaces et à présenter des recommandations pertinentes. Sans études crédibles, analyses solides et preuves concrètes, les revendications et arguments de l'association perdent de leur poids. Ce déficit d'information entrave la mobilisation des acteurs pertinents. Ces derniers deviennent réticents à soutenir ou s'engager dans la promotion de l'industrie locale faute de preuves palpables de ses bénéfices. Pour inverser cette dynamique, comprendre sa source s'avère essentiel.

Après une mûre réflexion, la réalité centrale qui explique le second plan de l'industrie est l'achèvement de La Réunion du processus du développement linéaire. La Réunion, en évoluant économiquement, transite du secteur primaire vers le tertiaire, similaire à d'autres régions développées. Cette transition, influencée par son histoire, semble privilégier le tertiaire représentant plus de 75% des activités économiques (INSEE, 2023), marginalisant ainsi l'industrie. Un exemple frappant est l'Angleterre, reconnue au XIX^e siècle pour son industrie, mais qui s'est tournée vers les services, comme la finance, avec le temps (Verley, 2013). À La Réunion, c'est le tourisme qui prime, laissant l'industrie en retrait. Comment alors valoriser de nouveau l'industrie réunionnaise avec des preuves tangibles ?

La mise en place d'un observatoire industriel est cruciale à ce stade. Comme le souligne Ndjock (2017), un observatoire est traditionnellement lié à l'observation et à l'analyse de phénomènes spécifiques. Malgré son incapacité à englober l'entière complexité de la réalité sociale, il offre un prisme essentiel pour décrypter certaines dimensions d'un contexte donné. Cet outil se traduit par des indicateurs performants, essentiels au pilotage dynamique des activités organisationnelles, qu'elles soient sociales ou économiques. À la lumière de cette définition, l'évaluation de l'empreinte socio-économique de l'ADIR pour l'année 2019 illustre parfaitement le rôle d'un observatoire industriel. Elle trace en effet le parcours du secteur industriel en se basant sur des indicateurs clés tels que la création d'entreprises, la production, l'emploi ou encore le chiffre d'affaires. Destiné à fournir des insights pertinents sur l'industrie à La Réunion, cet outil vise à éclairer décideurs politiques et acteurs économiques. Toutefois, l'observatoire actuel montre des insuffisances.

L'observatoire, dans sa configuration actuelle, peine à positionner adéquatement l'industrie au cœur de l'économie marchande. Les données affichées restent largement décontextualisées, sans mise en perspective ou comparaison, conduisant à une perception potentiellement erronée de la réalité industrielle. L'incapacité de l'observatoire à contextualiser ou à souligner la contribution réelle de l'industrie à l'économie réunionnaise limite son aptitude à émettre des jugements pertinents. Cela obscurcit l'appréciation de l'importance relative de ce secteur par

rapport aux autres. Ces insuffisances sont flagrantes lors d'une analyse critique de l'observatoire, et la péremption de ses données amplifie ces faiblesses.

L'observatoire industriel de l'ADIR présente des lacunes, compromettant sa capacité à surveiller efficacement le secteur industriel à La Réunion. La nécessité de révision de l'observatoire de 2019 est clairement établie dans le rapport de 2021. C'est l'objet de mon stage auprès de l'ADIR en utilisant exclusivement le logiciel R. Une mise à jour réussie ne se résume pas à une simple refonte des chiffres. Il est impératif d'évaluer ses atouts et ses déficiences, couvrant tout le spectre d'actions, de la collecte des données à l'élaboration des tableaux de bord. Ces étapes ont été adressées durant notre stage. Ce document se concentre spécifiquement sur les résultats liés aux tableaux de bord et à leur interprétation. C'est pour analyser l'importance de l'Observatoire Industriel dans la compréhension, le soutien et le façonnement de la trajectoire future de l'industrie de l'île.

En conséquence, une interrogation primordiale émerge naturellement : « en quoi cette actualisation est-elle déterminante pour comprendre cette dynamique ? » Une réponse efficace à cette problématique nécessite une analyse approfondie, prenant notamment en compte l'étude de l'INSEE de 2007. Cependant, se contenter de reprendre cette étude serait insuffisant. Il est indispensable non seulement de la consulter, mais aussi de la compléter et de la bonifier à l'aide de nos propres observations et analyses. Notre approche consistera donc à décrire avec précision la procédure de conception de l'observatoire industriel, en apportant un éclairage particulier sur les éléments essentiels de ses tableaux de bord.

PARTIE 1 : CONCEPTION DE L'OBSERVATOIRE INDUSTRIEL A JOUR

Dans le premier chapitre, nous allons faire une description de l'existant, l'observatoire industriel de 2019. Quant au second chapitre, il s'agit d'identifier les besoins du nouvel observatoire ainsi que ses contenus.

Chapitre 1.1 : Description de l'observatoire 2019

De la vision stratégique énoncée dans le Plan Réunionnais pour l'Industrie 2017 à la concrétisation mesurable dans l'Observatoire Industriel 2019, il y a un cheminement riche en évolution et en adaptation. Nous allons, dans un premier temps, retracer ce parcours, mettant en lumière les étapes clés. Puis, nous plongerons au cœur de l'Observatoire Industriel 2019 pour en détailler les contenus.

Section 1.1.1. Du plan Réunionnais pour l'industrie 2017 à l'Observatoire Industriel 2019

Un observatoire industriel se positionne comme un outil essentiel à la prise de décision. Intégré au cœur du management d'une organisation, il est le reflet d'une vision stratégique et opérationnelle. Il est conçu non pas comme une fin en soi, mais comme un moyen – un instrument qui aide à définir, orienter et, finalement, à réaliser des objectifs opérationnels préalablement établis. Dans cette perspective, l'Observatoire Industriel 2019 n'est pas le fruit du hasard : il s'inscrit dans une démarche rationnelle et structurée, dictée par le cadre théorique de la gestion organisationnelle (Piponnier, 2012).

En réalité, l'ADIR s'engage primordialement dans la promotion des industries locales, le maintien d'un dialogue avec les pouvoirs publics et la défense des intérêts collectifs dans les négociations économiques. Pour concrétiser sa mission, établir des documents cadres stratégique est devenu un rituel pour l'ADIR. Le mois de décembre 2017 en particulier, l'association a impulsé la création du Plan Réunionnais pour l'Industrie (PRI) voué à donner des propositions méritant des approfondissements et des travaux. Comme le président à l'époque, Monsieur MOREAU Daniel, atteste, ce plan est le fruit d'une collaboration « des professionnels issus de tous les secteurs productifs réunionnais ont réfléchi à ce que l'Industrie du Futur représente pour La Réunion et la manière dont nos industries peuvent se projeter sur leur territoire, sur leurs marchés et dans leur environnement. » (ADIR, 2017, p. 5).

Les opérateurs économiques et décideurs politiques s'accordent unanimement sur les défis majeurs auxquels l'industrie locale est confrontée : l'exiguïté du marché, la dépendance vis-à-vis des approvisionnements en matières premières et intrants, une compétitivité internationale

accrue, des exigences sociales liées à la création d'emplois, et un déficit d'image, amplifié par l'image négative de l'industriel considéré comme pollueur.

Face à ces enjeux, la vision commune est celle d'une industrie locale proche de ses consommateurs, agile, réactive et irréprochable. Pour concrétiser cette ambition, le plan établi met en avant deux objectifs stratégiques :

1. Renforcer la compétitivité des industries sur leurs marchés respectifs.
2. Favoriser leur singularisation par l'innovation, la diversification et la valorisation.

C'est dans cette dynamique que l'observatoire industriel voit le jour, servant d'outil indispensable pour orienter, surveiller et ajuster les initiatives selon ces priorités.

En synthétisant le PRI de 2017, les deux axes stratégiques évoqués suggèrent inévitablement la nécessité de développer une plateforme collaborative. Cette démarche exige l'intégration d'outils statistiques et collaboratifs dédiés à l'optimisation de l'industrie locale. Parmi les instruments recommandés figurent : un dispositif de dialogue entre les différents acteurs industriels, un mécanisme de mutualisation des ressources et des expertises, un système de veille technologique, ainsi qu'un catalogue exhaustif de l'offre locale. Ces outils, combinés à la mise en œuvre de l'observatoire industriel, visent à surmonter les défis majeurs auxquels l'industrie est confrontée.

L'un des principaux objectifs de l'observatoire industriel est d'atténuer les surcoûts de production. À ce titre, il s'avère essentiel de « mettre en place une base de données détaillant la structure des coûts de production locaux, et de la comparer à ceux des produits importés » (ADIR, 2017, p. 17). De plus, l'observatoire encourage vivement le dialogue et la collaboration entre les différents acteurs industriels. Il facilite la diffusion de l'information au sein de la communauté industrielle, tout en accentuant la visibilité des réalités et de l'offre industrielle locale. L'observatoire est également conçu pour générer des notes d'information, des rapports et d'autres documents pertinents destinés aux diverses parties prenantes, telles que les consommateurs et les décideurs politiques. Ces publications permettent une meilleure compréhension de l'industrie locale et de sa contribution à l'économie régionale.

Si telle est la vision derrière la création de l'observatoire industriel 2019, comment a-t-il été concrètement mis en œuvre ?

Section 1.1.2. Les contenus de l'observatoire industriel 2019

Bien que non explicitement mentionnée, l'objectif central de l'observatoire se devine aisément : mesurer l'impact de l'industrie réunionnaise sur le contexte socio-économique de La Réunion. Plus précisément, il se donne pour mission d'« évaluer la capacité du secteur industriel à générer de l'emploi et à créer de la valeur sur le territoire réunionnais » (Local footprint, 2019, p.1), en s'appuyant sur l'outil LOCAL FOOTPRINT®, conçu par le cabinet UTOPIES. Les conclusions de cette étude visent non seulement à valoriser l'image de l'industrie mais aussi à la renforcer continuellement.

En 2018, l'industrie de La Réunion se composait de 6 300 entreprises. Ces entreprises contribuaient directement à la création de 24 400 emplois et apportaient 1 milliard d'euros au PIB de l'île. De façon notable, l'effet multiplicateur de l'emploi dans ce secteur est de 2,4. Autrement dit, chaque emploi direct dans l'industrie engendre la création de 1,4 emplois supplémentaires sur l'île (emplois indirects et induits). Ainsi, le nombre total d'emplois soutenus par l'industrie s'élève à 57 600.

Concernant la contribution économique, sur une base de 1 milliard d'euros de PIB, l'industrie a généré des flux économiques d'achats s'élevant à 1,9 milliard d'euros, une masse salariale de 728 000 euros, et a versé 845 000 euros en impôts et taxes. Avec un effet multiplicateur de 2,5, le PIB total induit par l'industrie est estimé à 2,6 milliards d'euros.

Pour fouiller la situation industrielle globale, l'observatoire nous donne des informations importantes sur les grands secteurs les plus impactés. S'agissant des secteurs industriels d'une part, il révèle que l'industrie agro-alimentaire est le principal employeur de l'industrie réunionnaise, représentant un tiers des emplois directs et des achats, et soutenant 35% des emplois totaux. Avec un facteur de travail élevé, c'est normal que ce secteur génère le plus de valeur ajoutée allant jusqu'à 820.000 Euros. Les secteurs de l'énergie et de l'environnement, ainsi que celui des composants du bâtiment, soutiennent également une part importante des emplois et de la production locale. D'autre part, par rapport aux secteurs non exclusivement industriels impactés en emplois, les premiers places sont occupés par la santé, l'éducation et le social, l'industrie agroalimentaire elle-même et l'administration publique.

L'observatoire apporte un éclairage précieux sur l'état global de l'industrie à La Réunion, en mettant en lumière les secteurs les plus influents. Au sein des secteurs industriels, l'industrie agro-alimentaire se démarque nettement comme le pilier de l'emploi, englobant un tiers des emplois directs et des achats. Ce secteur soutient par ailleurs 35% des emplois totaux de l'île. Grâce à son fort coefficient de travail, il génère une valeur ajoutée conséquente, atteignant 820 000 euros. Les secteurs de l'énergie, de l'environnement, ainsi que celui des matériaux de construction, ont également une influence notable sur l'emploi et la production locale. Lorsqu'on s'intéresse aux secteurs non strictement industriels en termes d'impact sur l'emploi,

on constate que la santé, l'éducation, le secteur social, l'agro-alimentaire, et l'administration publique se distinguent et tiennent les rôles prépondérants.

Grâce à l'observatoire, l'ADIR offre une vision cartographique précise des établissements industriels à La Réunion, segmentés par Établissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI). Cette démarche vise principalement à éclairer la distribution géographique de l'activité industrielle sur l'île.

D'emblée, on remarque une forte concentration des industries, en particulier celles liées à la construction et à l'agroalimentaire, dans la région Ouest. À l'opposé, la partie Sud-Ouest montre une faible densité en établissements industriels. Cette distribution géographique ne semble pas avoir évolué avec le temps. En effet, la genèse de l'industrialisation à La Réunion remonte à l'émergence du Port, notamment avec l'installation du Port de la Pointe des Galets à la fin du XIXème siècle, confirmant ainsi l'ancrage historique de cette région comme cœur industriel de l'île.

L'observatoire industriel 2019 fournit des informations clés sur les retombés économiques globales de l'industrie locale, sur les secteurs d'activité, les emplois soutenus, la valeur ajoutée générée et les retombées économiques pour l'île de La Réunion. Ces résultats sont obtenus grâce à la modélisation et quantification de l'outil LOCAL FOOTPRINT. Après avoir connu la structure de l'observatoire, nous allons le commenter.

Chapitre 1.2 : Analyse des besoins et description du contenu de l'observatoire à jour

Dans la première section, évoquons les principales limites de l'observatoire 2019 avant de présenter la structure du nouveau dans la seconde section.

Section 1.2.1. Limites de l'observatoire 2019

La création d'un observatoire : que s'agit-il de représenter ? Dans ce livre, Le Marec et son ami (2012) évoque que la conception ou l'actualisation d'un observatoire industriel, c'est connaître en amont la préférence qui le préside. Quoi qu'il en soit, pour que l'observatoire soit le plus rationnel et objectif possible, il doit être fondé sur un certain paradigme ou modèle (Ndjock, 2017). L'observatoire industriel n'échappe pas à la règle. Pour l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI) par exemple, son observatoire mondial industriel permet aux décideurs politiques du monde entier de suivre l'évolution du secteur industriel dans leur pays dans le but d'atteindre le neuvième objectif du développement durable suivant : « Construire une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation inclusive et durable et favoriser l'innovation sont des éléments clés de l'Objectif de Développement Durable 9 ». ²

De là découle plusieurs objectifs spécifiques, une certaine stratégie opérationnelle, des plans d'actions et bien évidemment un observatoire capable d'analyser et de synthétiser les indicateurs de performances industrielles sélectionnés pour comprendre et agir vers une industrie socialement vivable, économiquement viable et environnementalement durable. En conséquence, l'observatoire de la grande institution dénommé « industrial analytics platform »³ met au cœur de son tableau de bord des indicateurs capitaux comme la valeur ajoutée par habitant, l'emploi généré, l'émission de Gaz à effet de serre surtout le CO₂. Pour l'observatoire industriel de La Réunion, quel est ce paradigme et comment est-il présenté ?

Le président actuel de l'ADIR⁴ résume parfaitement sa vision : "La production locale : un combat perpétuel" (Eco austral, 2023). Depuis ses débuts, l'ADIR a soutenu les industries de La Réunion, plaidant notamment pour une compensation des coûts de transport maritime. Bien que cette mesure ait été adoptée en 2007 et entièrement financée par la Région Réunion durant la crise du COVID-19, les efforts restent insuffisants. Face à la concurrence des produits importés, le président insiste sur la nécessité de renforcer ces actions pour soutenir le marché local. Implicitement, l'ADIR a toujours privilégié une approche mercantiliste.

² <https://www.un.org/fr/chronicle/article/objectif-9-batir-une-infrastructure-resiliente-promouvoir-une-industrialisation-durable-qui-profite>

³ <https://iap.unido.org/data/sdg-9-industry?p=CHE>

⁴ Michel Dijoux est un sortant de l'Economie Appliquée parcours MQME de l'Université de La Réunion

L'objectif majeur du mercantilisme est d'arriver à un excédent commercial. Cela se traduit comme la maximisation des exportations par une croissance supérieure de la production par rapport à celle des produits importés. En France métropole en XVII^e siècle, cette politique, connue sous le nom de colbertisme, prône en particulier la stratégie de substitution des importations. Une fois que les industries locales sont bien établies grâce souvent au protectionnisme, la stratégie peut évoluer à la transition progressive vers l'exportation des produits industriels (Verley, 2013). En s'inspirant de l'hexagone, il a confirmé à une réunion des chefs d'entreprises dans le Nord le mois de Mai dernier que « le modèle économique de La Réunion s'est construit sur la base de l'import/substitution. » (PRI, 2017, p.22)

Il est surprenant que l'observatoire industriel 2019 omette de traiter de la question cruciale du commerce international, d'autant plus que cette thématique est centrale dans le combat des producteurs locaux. La compétitivité à l'exportation est un autre sujet non pas essentiel à la phase de l'économie réunionnaise mais déjà importante, qui semble avoir été omis, ce qui est particulièrement pertinent pour une économie insulaire et orientée vers l'extérieur comme celle de La Réunion. Il est aussi primordial de contextualiser le secteur secondaire dans l'ensemble de l'économie réunionnaise pour bien cerner son rôle. De plus, une cartographie détaillée à l'échelle des microrégions serait pertinente pour mieux saisir les dynamiques locales. Ces lacunes soulignent l'importance de considérer tous les aspects cruciaux lors de la création d'un observatoire, pour qu'il soit vraiment représentatif des enjeux.

Pour une meilleure efficacité de l'observatoire industriel, il est crucial que les indicateurs sélectionnés épousent étroitement les enjeux spécifiques et la dynamique propre à l'industrie réunionnaise. Les anciens indicateurs, s'ils ne parviennent pas à éclairer adéquatement la portée et les défis du secteur industriel sur l'île, nécessitent une mise à jour. Tout ajustement devrait prioriser les données endogènes à La Réunion et des études locales plutôt que celles métropolitaines selon notre secrétaire général. Il a raison puisque la pertinence et la crédibilité d'un observatoire en générale résident dans sa capacité à utiliser des données qui ont la confiance des principaux acteurs locaux (Le Marec & Belaën, 2012).

Section 1.2.2. « L'industrie à La Réunion » par l'INSEE et le nouvel observatoire industriel de l'ADIR

Pour revitaliser notre observatoire industriel, nous avons puisé dans la norme collective de la « Industrial Analytics Platform » de l'UNIDO, des méthodologies éprouvées de l'INSEE notamment celles de son étude en 2007, ainsi que des dynamiques innovantes de l'équipe de l'ADIR. Ensemble, ces références forment un solide socle méthodologique, aligné sur les standards internationaux et nationaux, tout en reflétant fidèlement les ambitions de notre

association. A partir de ces références, nous dresserons un portrait détaillé des éléments clés que devrait comporter un observatoire industriel modernisé.

Nous souhaiterons commencer par un aperçu global des performances de l'industrie. Nos analyses se focalisent sur des indicateurs essentiels tels que le nombre d'entités industrielles, la valeur ajoutée produite, l'effectif salarial, l'indice de concentration, l'adoption technologique, la consommation, l'efficacité en matière de CO₂, ainsi que les taxes et impôts versés. Ces données cruciales nous offrent un baromètre précis de l'industrie, dressant un tableau complet de sa situation actuelle et posant les bases pour une étude plus approfondie des nuances spécifiques.

Par la suite, nous approfondissons notre étude en nous penchant sur la production industrielle. Selon l'INSEE (2007), une telle analyse nécessite de segmenter le secteur en catégories primordiales : l'agroalimentaire, les biens d'équipement, les biens de consommation et les biens intermédiaires. Bien que nous aspirions à adopter cette méthodologie, l'obsolescence de l'ancienne Nomenclature économique de synthèse entrave sa mise en œuvre optimale. Ainsi, guidés notamment par l'approche de l'ONUDI, notre objectif est de révéler l'impact de la production industrielle sur l'économie locale. Grâce à divers indicateurs, nous illustrons la tendance de croissance du PIB industriel et sa part dans le PIB total de La Réunion. Comme le suggère notre secrétaire générale, nous examinons minutieusement le parcours de chaque principal segment industriel, tout en les juxtaposant à l'évolution des autres domaines économiques locaux. De surcroît, un examen comparatif de l'efficacité en matière d'émissions de carbone est également de rigueur.

Dans le même état d'esprit, nous continuerions avec l'analyse des indicateurs relatifs à l'emploi en fournissant des informations sur la création d'emplois directs, indirects et induits par le secteur industriel. Il nous apparaît opportun de situer l'emploi industriel en rapport avec les autres secteurs. Sous l'impulsion de notre responsable des ressources humaines, il faut actualiser la répartition des salariés industriels selon leur catégorie professionnelle dans les études de l'INSEE. Ces informations sont essentielles pour comprendre l'impact du secteur industriel sur le marché du travail et pour orienter les politiques d'emploi liées à l'industrie.

Suite à l'exploration des domaines de la production et de l'emploi, il convient de se pencher plus profondément sur la dynamique de création et de pérennité des entreprises industrielles. L'analyse englobera également la répartition des entreprises en fonction de leur envergure et de leur implantation géographique. Ces critères fournissent un éclairage précieux sur la nature de l'entrepreneuriat industriel et sa dispersion territoriale, des facteurs cruciaux pour stimuler le développement régional et favoriser l'emploi. Cette section se base principalement sur les recherches de l'INSEE, et sera complétée par une étude approfondie fournie par la Douane.

Pour conclure, la section consacrée au commerce international offre une perspective sur le positionnement de l'industrie réunionnaise à l'échelle globale. Axée principalement sur la vision du président actuel de l'ADIR, cette analyse s'attache à décrypter les chiffres, mettant l'accent sur des éléments tels que le ratio d'importations et la proportion de la production insulaire dans la production globale. Cet examen nous éclaire sur la manière dont l'industrie réunionnaise se mesure à ses homologues étrangers et anticipe les éventuels enjeux auxquels elle pourrait être confrontée. Par ailleurs, l'identification des principaux partenaires commerciaux de La Réunion est cruciale pour élaborer des tactiques d'exportation judicieuses.

Cette approche méthodique, débutant par une perspective large pour ensuite se préciser, est conçue pour offrir un panorama très pertinent et nuancé de l'industrie à La Réunion. Elle guide les acteurs et les décideurs à travers une exploration complète du secteur, de ses performances globales à ses enjeux spécifiques. L'ambition est d'armer ces derniers avec une connaissance approfondie, essentielle pour orienter le développement industriel de la région avec pertinence et efficacité. Avons-nous atteint ces objectifs ? Quelles informations ressortent vraiment de l'observatoire ? C'est là qu'il faut percer le cœur de notre observatoire industriel censé être moderne et efficace.

PARTIE 2 : LE CŒUR DE L'OBSERVATOIRE INDUSTRIEL

La seconde partie, à l'instar de la première, est divisée en deux chapitres. Le premier chapitre porte sur "La Réunion industrielle : Pouls et élan de l'économie moderne". Le second abordera le contexte national et international de l'industrie à La Réunion.

Chapitre 2.1 : La Réunion industrielle : Pouls et élan de l'économie moderne

Le premier chapitre de la seconde partie est divisé en deux sections. La première nous emmène à la découverte de la place qu'occupe la production industrielle au sein d'une économie majoritairement tertiaire. La seconde section met l'accent sur les acteurs clés qui impulsent le dynamisme de l'industrie.

Section 2.1.1. Place de la production industrielle dans une économie tertiarisée

En vertu de l'annexe I et de l'étude de l'INSEE (2007), la valeur ajoutée générée par l'industrie en 2020 a plus que doublé par rapport à celle d'il y a 15 ans dans les études, atteignant 1 milliard 247 millions d'Euros. Cette performance se traduit par une efficacité carbonique de 0,14. Cela signifie qu'en industrie, pour chaque euro de valeur ajoutée généré, le secteur émet 14 kilogrammes de CO₂. Il est essentiel de souligner les secteurs prédominants de cette production, en mettant en avant les innovations qui les distinguent. Il est tout aussi pertinent d'examiner les dynamiques à l'œuvre dans les autres secteurs économiques. En outre, l'évaluation des principaux défis et opportunités s'avère cruciale, avec une attention spécifique portée aux enjeux écologiques. Pour ce faire, nous allons attaquer parler des grands secteurs d'activités dans l'économie réunionnaise (annexe II).

L'économie réunionnaise a enregistré une croissance significative depuis 2001, toutefois, elle n'a pas été épargnée par des bouleversements. La période de 2010 à 2013 en est un témoignage criant, où la crise financière et économique globale a laissé des traces indélébiles sur l'île. En 2009 et 2010, La Réunion s'est enfoncée dans une récession sans précédent. Cette turbulence économique a impacté tous les acteurs locaux. Qu'il s'agisse des ménages, des entreprises, des banques ou même des administrations, tous ont dû faire face à une réduction notable de leurs revenus (IEDOM, 2010).

Jusqu'en 2013, l'économie réunionnaise a marqué le pas, affichant une croissance modeste du PIB et des revenus. Si la reprise économique a pointé son nez en 2014, les stigmates de la crise demeurent. La croissance n'a pas retrouvé son dynamisme d'antan, freinée notamment par une productivité atone. Malgré une reprise notable dans le secteur industriel, c'est indubitablement le secteur tertiaire qui domine en matière de performance économique.

Néanmoins, l'importance du secteur industriel ne doit pas être minimisée, alors que le secteur agricole joue un rôle moindre dans l'économie de l'île.

Quelques années plus tard d'une croissance économique stable, 2020 a également été marquée par une crise sanitaire et économique sans précédent, entravant l'activité économique jusqu'à une contraction de -4,1%. Toutefois, la reprise a été impressionnante, impactant positivement à la fois l'économie générale et le secteur industriel.

Quels sont les éléments clés des secteurs tertiaire et industriel qui façonnent le plus cette structure de l'économie réunionnaise ?

Au cours de la dernière décennie, la structure économique de La Réunion a conservé une stabilité remarquable (annexe III). Dominé par le secteur tertiaire, qui représente plus de 75% de la production totale, on y distingue particulièrement les branches de la santé, de l'éducation, ainsi que du commerce et de la réparation d'automobiles. L'administration publique et l'immobilier jouent également un rôle conséquent dans la génération de revenus.

Le visage industriel de l'île est essentiellement sculpté par le secteur agroalimentaire, avec la production de sucre et de rhum en vedette. Cette branche, en effet, occupe la deuxième place dans le classement des contributions majeures à l'économie réunionnaise, soulignant son rôle historiquement central.

Cependant, en matière de croissance, les tendances récentes sont à la fois révélatrices et évocatrices (annexe IV). Alors que les branches agricoles montrent une tendance à la stagnation, l'industrie manufacturière, elle, connaît une montée notable. Sa croissance, après avoir été vigoureuse, commence à se stabiliser. En parallèle, on note une ascension particulièrement marquée dans les domaines de l'énergie et de l'eau. Cette progression suggère leur potentiel de porter l'industrie, surtout dans le contexte actuel d'impératifs de développement durable et d'économie circulaire.

Parmi toutes ces dynamiques, c'est le secteur de la santé et de l'éducation qui se distingue par une expansion fulgurante. Immédiatement suivi par l'activité immobilière, ces deux branches pourraient bien se profiler comme les piliers économiques de La Réunion dans les années à venir. Toutefois, une ombre se dessine dans ce graphique : le secteur de la construction, qui montre désormais des signes de ralentissement. Tout en prenant en compte ces évolutions économiques, il est également crucial de considérer l'empreinte environnementale de La Réunion.

En 2020, La Réunion affiche une efficacité carbonique de 0,14 (annexe I). Cela signifie qu'en industrie, pour chaque euro de valeur ajoutée généré, 14 kilogrammes de CO₂ sont émis. Pour arriver là, l'intensité carbonique de l'industrie réunionnaise s'est maintenue constante au fil des décennies (Annexe V). En parallèle, la métropole française a connu une nette

amélioration à ce niveau, rendant La Réunion relativement moins efficiente sur le plan carbone en comparaison avec l'Hexagone. Plusieurs facteurs expliquent cette avancée de la France métropolitaine. Sur le plan réglementaire, des initiatives comme le "Système de gestion et d'audit énergétique" (SM&AE) ont été instaurées, incitant les grandes entreprises à adopter des systèmes robustes de gestion de l'énergie. Par ailleurs, l'émergence de technologies innovantes a donné lieu à des équipements industriels plus performants en termes d'efficacité énergétique. Ajoutons à cela des incitations financières, l'évolution vers un réseau électrique intelligent, et surtout une transition croissante vers des sources d'énergies renouvelables (Karti, 2016).

Concernant La Réunion, la dépendance à plus de 70% aux énergies fossiles pour la production d'électricité pose une problématique majeure (Horizon Réunion, 2019). Il devient impératif d'envisager une transition énergétique solide, répondant aux impératifs aussi bien économiques qu'environnementaux de l'île. Au-delà de ces enjeux énergétiques, se pose également la question de l'humain. Qui sont ces acteurs qui impulsent une dynamique à l'industrie réunionnaise ?

Section 2.1.2. Emplois : Les acteurs derrière le dynamisme industriel

Au cours des trois dernières années, une hausse notable de la production a entraîné une augmentation correspondante du niveau d'emploi et vice-versa. Tandis qu'à la fin de 2019, l'emploi se situait en deçà de 18 500, il a connu une progression pour atteindre plus de 19 000 d'ici la fin 2022. Plus précisément, le chiffre s'établissait à 19 416 (Annexe VII).

Bien que l'industrie réunionnaise ait enregistré une croissance notable en matière d'emploi, sa contribution au total des emplois demeure modeste, s'établissant à seulement 0,068 (Annexe I). Ce chiffre la positionne en quatrième place des secteurs générant le plus d'emplois selon l'évolution de l'emploi relatif des grands secteurs (Annexe VIII). C'est le secteur des services qui domine le podium, ce qui est cohérent avec son PIB élevé. Depuis 2010, la variation de la part d'emploi industriel par rapport à la moyenne est restée faible, une tendance que l'on retrouve dans la plupart des autres secteurs. Cette constance suggère que l'économie de La Réunion est stable et pourrait être à un stade de maturité caractéristique des économies modernes. Pour mettre ces chiffres en perspective, en France métropolitaine, les contributions d'emploi des trois principaux secteurs se répartissent comme suit : 2,1% pour le secteur primaire, 11,4% pour le secondaire, et plus de 80% pour le tertiaire.⁵

Bien que l'économie réunionnaise arrive à une certaine maturité, elle reste quand même la terre des petites industries. En considérant la dispersion de l'emploi de tous les secteurs

⁵ Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

(Annexe VIII), 82,5% d'entre eux comptent au maximum 9 salariés. Notamment, le secteur de l'administration publique, de l'enseignement, de la santé et de l'action sociale se distingue par une proportion plus élevée d'entreprises employant 50 salariés ou davantage, témoignant ainsi de la présence d'importantes institutions ou entités publiques. Par ailleurs, le secteur de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche comporte un grand nombre d'entreprises sans salarié, reflétant ainsi la prédominance d'exploitations familiales ou d'entrepreneurs indépendants. Dans le milieu, il y a l'industrie avec quelques trentaines de grands établissements employant plus de 250 salariés (Annexe I) contre les plus de 5000 dans son ensemble. Ces micro-établissements risquent de manquer une productivité en analysant la répartition des catégories socio-professionnelles (Annexe IX).

À La Réunion, le paysage professionnel penche nettement vers les rôles d'ouvriers et d'employés. Ces deux catégories cumulent près de 78% de la main-d'œuvre de l'île, avec les ouvriers dominants à 53.66%. En comparaison, la métropole voit une distribution plus équilibrée, où même si les ouvriers restent dominants à 50.01%, les employés ne représentent que 11.73%. Cette disparité devient encore plus prononcée lorsqu'on examine les postes plus élevés. Les cadres et professions intellectuelles supérieures à La Réunion forment une petite fraction à 5.52%, contre une portion plus robuste de 17.87% en France métropolitaine. Heureusement qu'il y ait la montée en puissance du secteur de l'éducation, cette tendance pourrait changer la donne.

En somme, La Réunion présente un schéma professionnel incliné vers des rôles moins spécialisés, tandis que la France métropolitaine bénéficie d'une représentation plus équilibrée à travers les différentes strates professionnelles. Si telle est la réalité de l'emploi et de la production, qu'en-est-il du paysage industriel ?

Chapitre 2.2 : Le paysage de l'industrie réunionnaise

À présent, nous allons décortiquer le fonctionnement des établissements industriels, avant de nous pencher sur les enjeux spécifiques de l'industrie réunionnaise, notamment en ce qui concerne sa dépendance et ses stratégies de substitution aux importations.

Section 2.2.1. Fonctionnement des établissements industriels

Depuis le tournant du millénaire, l'industrie réunionnaise a connu une croissance constante. La période entre 2009 et 2010 fut particulièrement notable, voyant le nombre d'établissements industriels grimper de 3 446 à 4 912. Malgré les obstacles rencontrés dans les années suivantes, l'ascension s'est poursuivie, culminant à 5 949 industries à mi-2023 (Annexe I).

En 2023, La Réunion affiche un taux de création d'entreprises de 13,7% (Annexe I), alors que la métropole française se situe à 18%. Entre 2011 et 2021, cette île a vu une augmentation significative de 19,7% en matière de créations d'entreprises, culminant à 10 537 nouveaux établissements en 2021. Cependant, cette progression n'a pas été linéaire : après une baisse marquée entre 2011 et 2015, la tendance s'est inversée dès 2016, témoignant de la reprise post-crise économique mondiale.

Même si La Réunion accuse un retard par rapport à la métropole, elle se distingue positivement par rapport à d'autres secteurs d'activité locaux, selon BPI France. En effet, entre mi-juillet et fin 2022, la croissance mensuelle de l'industrie variait entre 20% et 100%, alors que les autres secteurs n'atteignaient pas les 50%. L'industrie à La Réunion, bien que moins contributive en valeur ajoutée que le secteur tertiaire, se révèle être un secteur dynamique en matière de création d'entreprises. Cette distinction pourrait être attribuée à l'intangibilité des services qui, grâce à leur flexibilité, leur valeur perçue et d'autres qualités intrinsèques, permettent des marges plus élevées que dans le secteur industriel. Ces marges traduisent souvent la valeur spécifique et adaptée que les services peuvent apporter.⁶

L'essor significatif de l'industrie à La Réunion témoigne de la vitalité de son écosystème économique. Le fait que le secteur industriel se développe, tout en conservant un taux de création d'entreprises stable, suggère que ces nouvelles structures ne disparaissent pas rapidement ; elles se montrent pérennes. Cette tendance suggère un taux de pérennité des entreprises supérieur à la moyenne. Un tel indicateur est porteur d'optimisme pour la trajectoire économique de La Réunion, reflétant la solidité et la résilience de son milieu entrepreneurial.

Pour la même source, il est à noter également que près de 60% des nouvelles entreprises industrielles à La Réunion sont des micro-entreprises, un pourcentage supérieur à celui observé dans l'ensemble de l'économie locale.

⁶ https://bpifrance-creation.fr/system/files/OCE_FSM_La%20R%C3%A9union_202208.pdf

D'après notre observatoire, les dernières années ont témoigné de la volatilité des investissements. Une légère contraction s'est manifestée entre 2017 et 2018, avec une baisse de 1954 à 1891 millions d'Euros. Cependant, 2019 a vu un sursaut d'activité investisseuse, atteignant presque la barre des 2000 millions, même si elle s'est par la suite légèrement tassée. Dans cette dynamique, le secteur de la Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné occupe le devant de la scène. Son attrait est logique, compte tenu de l'importante concentration de capitaux qu'il nécessite.

Le secteur agro-alimentaire, avec sa concentration sur la Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac, arrive en seconde position, affirmant sa place centrale dans le paysage économique de la région. Ce secteur, essentiel à la région, confirme sa capacité à attirer les investisseurs, soulignant son impact majeur sur l'économie locale. La répartition géographique des industries confirme le même constat (Annexe XI).

Au sein de la CINOR, Saint-Denis se positionne clairement comme le centre économique, se distinguant particulièrement dans le secteur de l'agro-alimentaire. De 2006 à 2021, cette ville a vu la création d'en moyenne 2538 établissements industriels. Pour la CIREST, Saint-André et Saint-Benoît se démarquent par le développement d'industries axées sur la transformation de produits agricoles, en particulier la canne à sucre et la vanille, des produits emblématiques de cette région.

En ce qui concerne la CIVIS, Saint-Pierre est le principal acteur, disposant de zones industrielles dédiées et se positionnant comme un centre d'agro-industrie. Pivotant vers le CA du Sud, Le Tampon est principalement orienté vers l'agriculture, mais il y a aussi une présence notable de petites industries, souvent liées à l'agroalimentaire. En ce qui concerne la région Sud-Est, sa topographie accidentée rend l'expansion industrielle plus difficile. Cependant, la beauté naturelle de cette région, caractérisée par des terrains volcaniques et des falaises escarpées, offre des opportunités potentielles pour des industries orientées vers le tourisme.

Enfin, dans la région du TCO, La Possession est axée sur des zones de stockage et d'entreposage, soutenant ainsi l'infrastructure logistique de la région. Parallèlement, Saint-Paul a connu un déclin de ses grandes industries, mais continue de maintenir une activité économique robuste. Le Port, quant à lui, se profile comme le principal centre industriel, axé principalement sur des industries lourdes telles que le secteur portuaire, la construction navale et le traitement des hydrocarbures. Son importance va au-delà des chiffres de création d'entreprises, car elle joue un rôle déterminant dans le commerce international, vital pour l'économie ouverte de La Réunion. Ce rôle pivot du Port dans les échanges mondiaux nous conduit naturellement à explorer plus en profondeur le commerce international de La Réunion et son influence sur l'économie locale.

Section 2.2.2. L'industrie réunionnaise face à la dépendance et à la substitution à l'importation

Selon l'évolution du commerce international (Annexe XII), au cours de la période analysée, les exportations de La Réunion ont montré une stabilité, oscillant entre des valeurs de 21 et 48, sans montrer de tendance nette à la hausse ou à la baisse. En revanche, les importations ont connu des fluctuations plus prononcées, culminant en 2022 avant de marquer un recul en 2023. Ce mouvement suggère que La Réunion pourrait être de plus en plus dépendante de certains produits ou services importés, ou encore, qu'elle connaît une croissance économique qui requiert davantage d'importations.

Un examen plus approfondi des importations montre que La Réunion importe massivement des produits de la cokéfaction et du raffinage, représentant 32% de ses importations totales, soit 970 millions d'euros. Par comparaison, les véhicules automobiles, bien qu'importants, ne représentent que 8% des importations totales avec 250 millions d'euros. La Réunion est également dépendante des biens d'équipements et intermédiaires pour soutenir sa production locale. Cette dépendance est illustrée par le top 5 des produits les plus importés : produits de la cokéfaction et du raffinage, véhicules automobiles, machines et équipements d'usage général, houille et lignite, et enfin, produits sidérurgiques. L'importation des biens énergétiques sont exceptionnellement élevés.⁷

Cette situation suscite des préoccupations. Les importations ont augmenté, passant de 440 en 2020 à 827 en 2022, avant de chuter à 612 début 2023. Cette trajectoire indique non seulement un déficit structurel de la balance commerciale mais aussi une aggravation de ce déficit. De plus, la forte concentration des importations en provenance d'Asie, notamment de la Malaisie et de la Chine, rend difficile une diversification des sources d'approvisionnement. Cependant, il est à noter que malgré cette tendance défavorable, le secteur industriel de La Réunion parvient à maintenir une dynamique positive.⁸

Selon l'INSEE (2007), entre 1994 et 2003, la part de marché de l'industrie locale atteignait 43%. Cependant, de 2010 à 2020, elle a augmenté, stabilisant autour de 46%. Ce renouveau indique que la production locale est devenue plus compétitive, surpassant parfois les importations. Par exemple, en 2010, elle totalisait près de 4 milliards d'euros, alors que les importations industrielles étaient inférieures à 3,5 milliards. Malgré une baisse en 2011, elle s'est rapidement rétablie. Mais en 2016, alors que l'importation augmentait de 25%, la production locale stagnait. Les quatre années suivantes ont montré une convergence entre production locale et importations.

⁷ Source : https://lekiosque.finances.gouv.fr/site_fr/regions/data_region_special.asp?lreg=249D

⁸ idem

Pour renforcer l'industrie et l'économie réunionnaise, il est crucial d'identifier les secteurs où la production locale est insuffisante. Cette connaissance permettrait aux industriels d'investir stratégiquement, notamment en innovant et en améliorant les processus de production. En plus de dynamiser l'emploi industriel, une production locale renforcée assurerait à réduire le coût des biens pour les consommateurs locaux. Une économie plus stable, moins dépendante des marchés internationaux. Cette ambition ne se réalise pas automatiquement.

Il faut prendre en compte plusieurs défis. Tout d'abord, La Réunion, étant une île, pourrait faire face à un manque de certaines ressources essentielles nécessaires à la production industrielle. Il s'agit surtout des ressources en énergie fossile très utilisé dans l'île. L'importation de ces ressources pourrait être incompressible. Néanmoins, la recherche d'alternatives viables peut être efficace surtout que l'île a une potentialité suffisante en énergie renouvelable. De plus, la production locale pourrait s'avérer plus coûteuse que les importations, notamment en raison des coûts salariaux plus élevés sur l'île et du potentiel manque d'économies d'échelle. Cela pourrait rendre les produits locaux moins compétitifs en prix par rapport aux importations. Il serait donc essentiel de continuer l'investissement dans la formation pour doter la main-d'œuvre locale des compétences nécessaires pour répondre aux exigences des industries naissantes ou en expansion. Tout au long du processus, une approche intégrée est cruciale, garantissant que la production est non seulement compétitive mais aussi durable et bénéfique pour la société dans son ensemble. Enfin, l'accent devra être mis sur l'innovation, tant pour le développement de produits que pour l'optimisation des processus de production, pour garantir la compétitivité et la pertinence à long terme de l'industrie réunionnaise.

CONCLUSION GENERALE

La Réunion, riche de son histoire et forte de son ambition, nous montre comment un territoire peut constamment évoluer face aux défis changeants de l'économie mondiale. La création du Plan Réunionnais pour l'Industrie en 2017 en parallèle celle l'Observatoire Industriel en 2019, démontrent non seulement une capacité d'adaptation mais également une vision prospective, prouvant que l'île est bien décidée à jouer un rôle central dans l'avenir industriel. Dans cette dynamique, l'analyse approfondie de l'évolution de l'Observatoire Industriel de La Réunion nous amène au cœur de notre problématique : « En quoi cette actualisation est-elle déterminante pour comprendre cette dynamique ? »

Chaque initiative, même la plus bienveillante, peut présenter des lacunes. À l'origine, l'Observatoire Industriel 2019 se voulait être le reflet d'une vision industrielle pour La Réunion, construite sur les fondations du Plan Réunionnais pour l'Industrie de 2017. Il a réussi, dans une certaine mesure, à cartographier l'empreinte de l'industrie sur l'économie locale. Toutefois, les limites de cet observatoire, ainsi que les besoins changeants de l'île, ont fait ressortir l'importance vitale d'une actualisation. L'absence d'une focalisation sur le commerce international dans un monde résolument globalisé n'est pas à négliger en particulier dans une économie extravertie comme La Réunion. Cette omission souligne l'importance de ne pas se reposer sur ses lauriers, mais plutôt de continuer à s'adapter et à innover, en tenant compte du contexte mondial.

L'observatoire à jour nous fait savoir que la dynamique industrielle à La Réunion est marquée par une interaction complexe entre des forces endogènes et exogènes, ainsi que par les spécificités de l'île. Les défis tels que la contribution à la production et à l'emploi global, la dépendance aux importations, le besoin de réduire l'empreinte carbone, et la nécessité d'innover pour rester compétitif exigent une compréhension approfondie.

Notre incursion dans le paysage industriel réunionnais révèle une entité en perpétuelle mutation. Malgré des défis tels que la dépendance à l'importation et des obstacles logistiques, l'industrie s'avère être le pilier résilient de l'économie locale, avec la promesse d'une renaissance continue. De plus, avec des villes comme Saint-Denis et Saint-Pierre en tant que bastions industriels, nous observons un mélange harmonieux d'histoire et de modernité.

Cette dépendance couplée avec l'urgence climatique mondiale et la nécessité de passer à des sources d'énergie plus propres offrent également à La Réunion une opportunité sans précédent. En embrassant ces initiatives, l'île ne répond pas seulement à une préoccupation mondiale, mais ouvre également la voie à des avantages locaux tangibles, notamment en termes d'emploi et de consommation.

Néanmoins, des zones d'ombre persistent. Le manque de données détaillées, notamment sur les relations commerciales avec la métropole française, ainsi que sur la formation et le capital humain, soulignent la nécessité d'une approche plus globale et intégrée.

En conclusion, La Réunion se trouve à un tournant décisif. Avec son mélange unique d'histoire et d'ambition, elle a tout ce qu'il faut pour continuer à prospérer. Toutefois, le chemin vers l'avenir nécessitera une vision éclairée, une innovation continue et une volonté inébranlable de s'adapter à un monde en constante évolution. Seule une approche holistique et bien informée garantira que l'île continue à prospérer, tout en préservant ses traditions et en tournant résolument son regard vers l'avenir.

LISTE DES ANNEXES :

Annexe I : Chiffres clés (à partir du code R)

Annexe II : L'Economie Réunionnaise et les trois secteurs d'activités

Annexe III : L'Economie Réunionnaise et les trois secteurs d'activités

Annexe IV : Répartition et évolution de la valeur ajoutée des branches de l'économie

Annexe VI : L'Economie Réunionnaise et les trois secteurs d'activités

Annexe VII : Evolution trimestrielle des emplois industrielles (Décembre 2019 à Décembre 2022)

Annexe VIII : Evolution de l'emploi relatif des grands secteurs (2010 à 2022)

Annexe VIII : Structure de l'emploi par secteur à La Réunion

Annexe IX : Répartition des salariés industriels en 2020

Annexe X : Evolution du nombre d'industries (2000 au Juillet 2023)

Annexe XI : Représentation EPCI des industries

Annexe XII : Evolution trimestrielle du commerce international (2019 à 2023)

Annexe XIII : Evolution de la part de marché industriel (2009 à 2020)

Annexe I : Chiffres clés (à partir du code R)

```
> nombre_industrie %>%
+   filter(Année %in% c(2009:2023) )
  Année Industrie
1  2009      3446
2  2010      4912
3  2011      4728
4  2012      4820
5  2013      4964
6  2014      5329
7  2015      5122
8  2016      5273
9  2017      5432
10 2018      5581
11 2019      5765
12 2020      5934
13 2021      5803
14 2022      5916
15 2023      5948

> Taux_creation_industrie_2022
[1] 0.1373737

> Emplois_directs_grands_secteurs_trimestriel_2022_filtre_2 [10:13,]
  Date..... Industrie
10 2022-03      18760
11 2022-06      19091
12 2022-09      19482
13 2022-12      19416

> summary(Emplois_relatif_industrie$Industrie)
   Min. 1st Qu.  Median    Mean 3rd Qu.    Max.
0.06624 0.06751 0.06853 0.06839 0.06917 0.07082

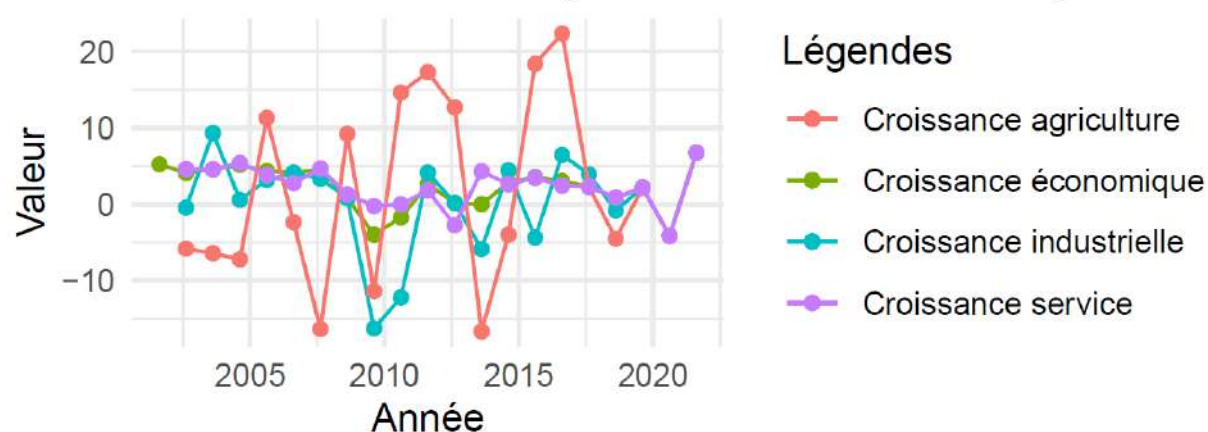
> print(VA_industrie)
      secteurs valeur_ajoutee
1  Autre industrie manufacturière      565
2  Extraction, énergie, environnement      203
3  Fabrication d'aliments, tabac      479
4                Total      1247

> efficacite_carbonique %>%
+   filter(Date == "2020")
  Date efficacité_carbonique
1 2020          0.1432582

> table(SIREN_6$trancheEffectifsUniteLegale)

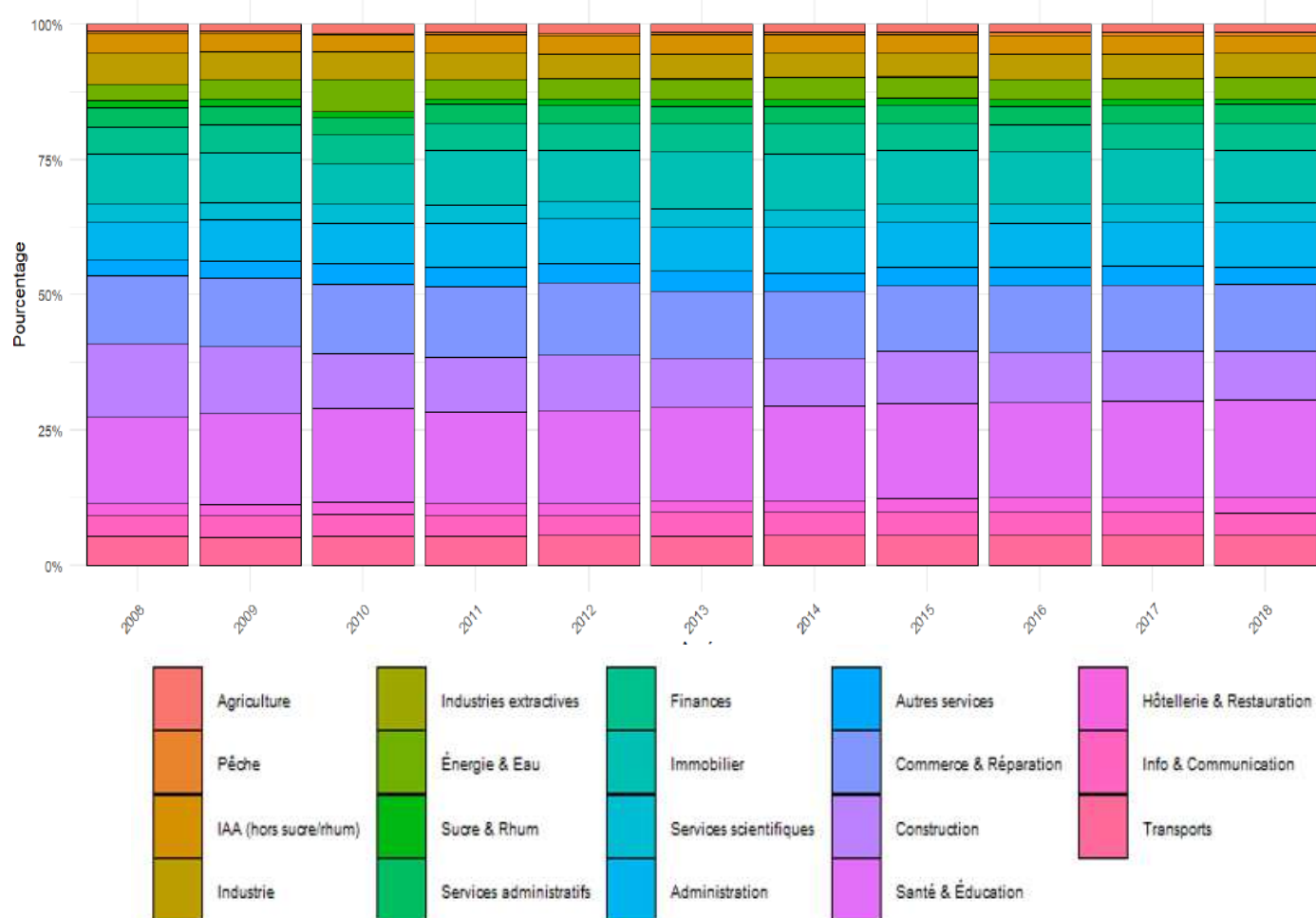
      00  01  02  03  11  12  21  22  31  32  41  4
3529  69 321 330 316 317 207  50  40  27  9  2  4
 52  53  NN
 7  17 689
```

Annexe II : L'Economie Réunionnaise et les trois secteurs d'activités



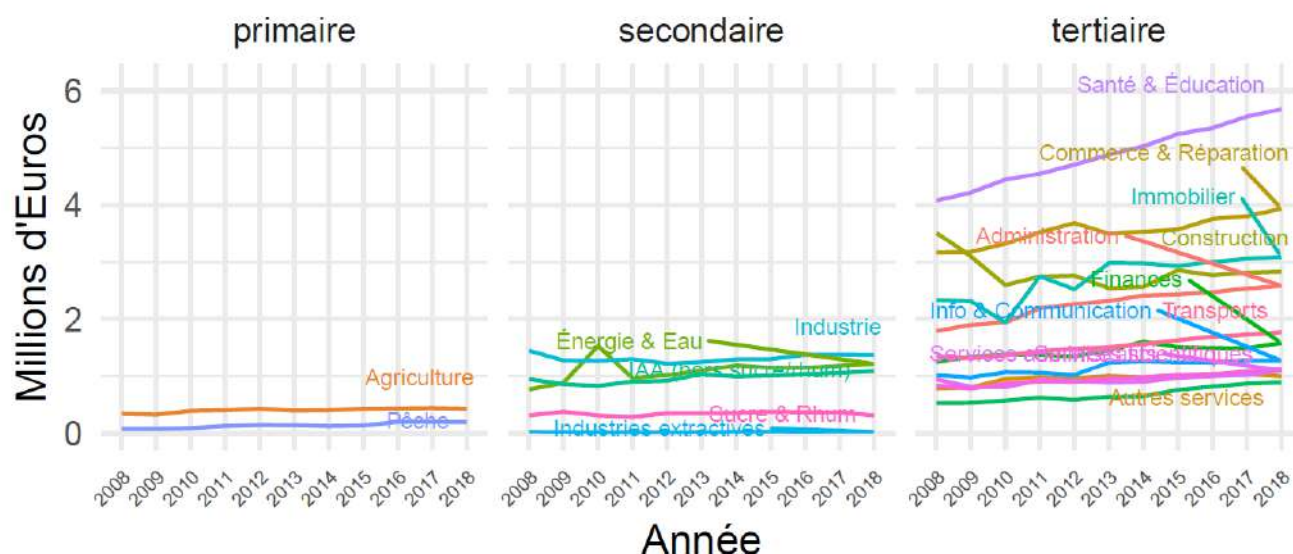
Source : Insee, Produits intérieurs bruts régionaux et valeurs ajoutées régionales, 2023

Annexe III : L'Economie Réunionnaise et les trois secteurs d'activités



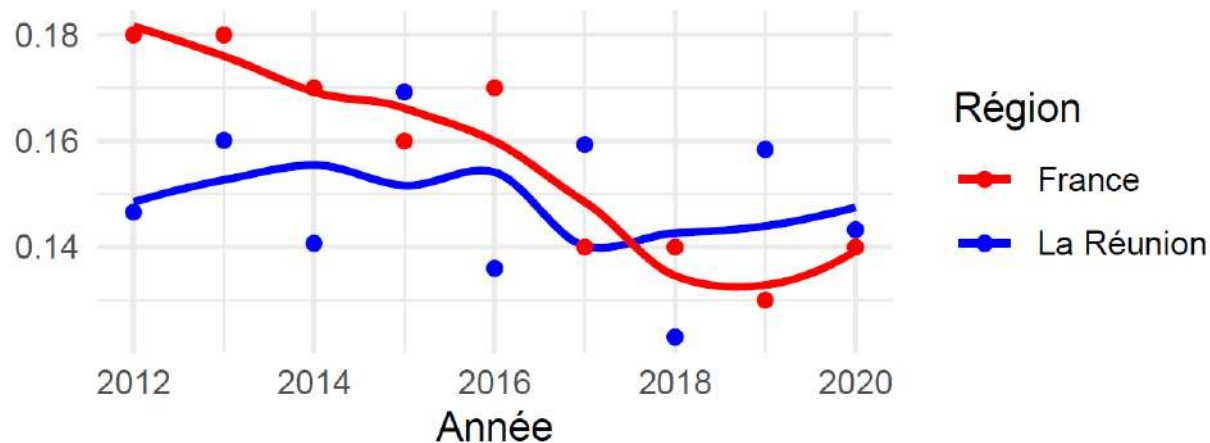
Source : Nexa(Insee), 2023

Annexe IV : Répartition et évolution de la valeur ajoutée des branches de l'économie



Source : Nexa(Insee),2023

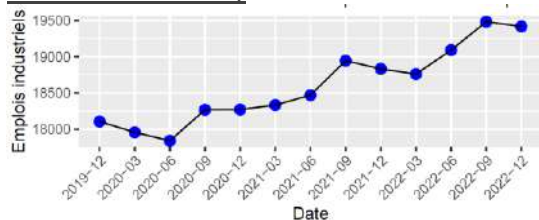
Annexe VI : L'Economie Réunionnaise et les trois secteurs d'activités



Source: [INSEE,ESANE ; CITEPA,2022 ; UNIDO,2023]

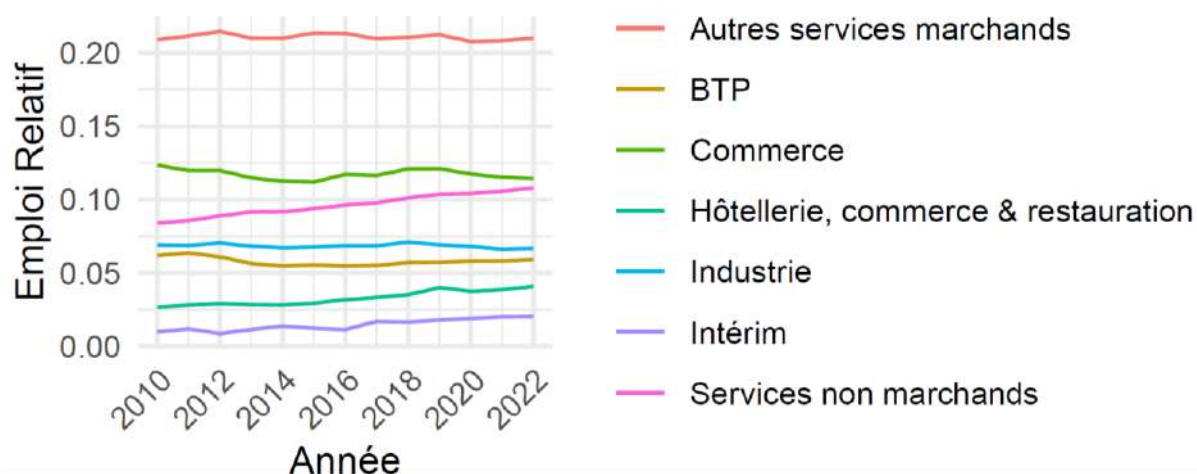
Source : INSEE, ESANE, 2023 ; CITEPA, 2022, UNIDO, 2023

Annexe VII : Evolution trimestrielle des emplois industrielles (Décembre 2019 à Décembre 2022)



Source : INSEE, SIRENE

Annexe VIII : Evolution de l'emploi relatif des grands secteurs (2010 à 2022)



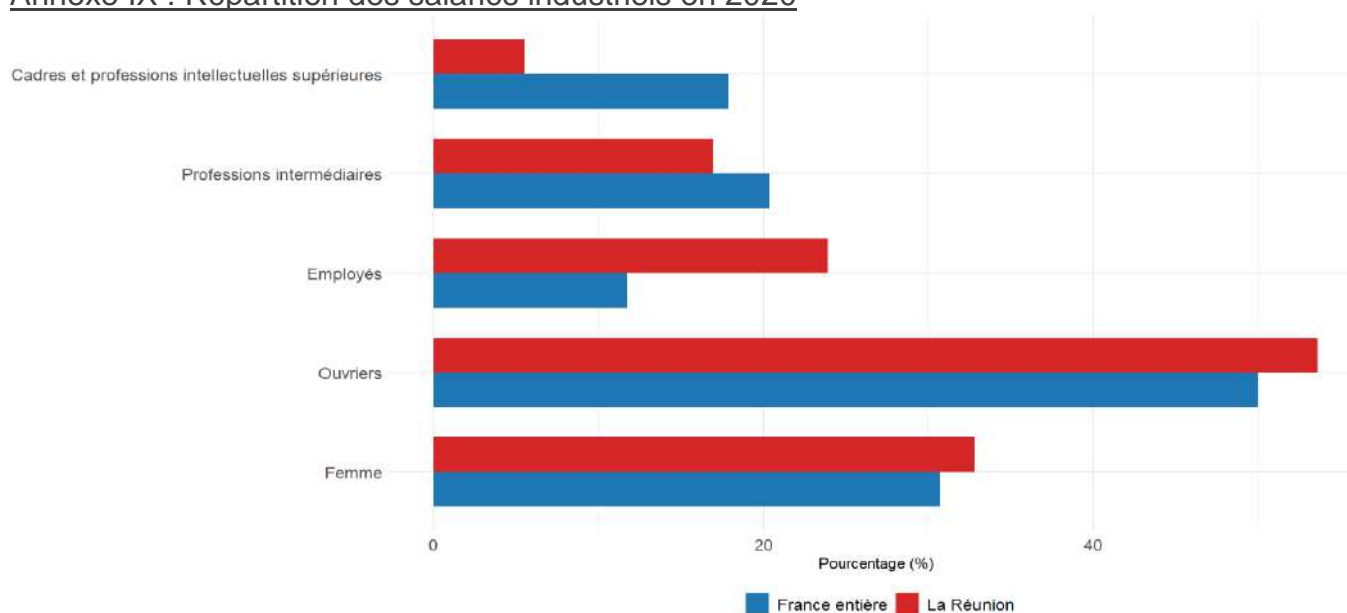
Source : INSEE, ESTIMATIONS D'EMPLOI, ESTIMATIONS TRIMESTRIELLES ; URSSAF, DARES.

Annexe VIII : Structure de l'emploi par secteur à La Réunion

Libellés	0 salarié	1 à 9 salarié(s)	10 à 19 salariés	20 à 49 salariés	50 salariés ou plus	Total
Agriculture, sylviculture et pêche	251	794	39	12	7	1103
Industrie	156	1282	297	159	54	1948
Construction	485	1974	232	102	38	2831
Commerce, transports, services divers	1401	11671	1352	657	262	15343
dont commerce et réparation automobile	348	3973	563	224	65	5173
Administration publique, enseignement, santé, action sociale	210	2415	477	322	362	3786
Ensemble	2503	18136	2397	1252	723	25011
Pourcentage	0,100075967	0,725120947	0,095837831	0,050057974	0,028907281	1

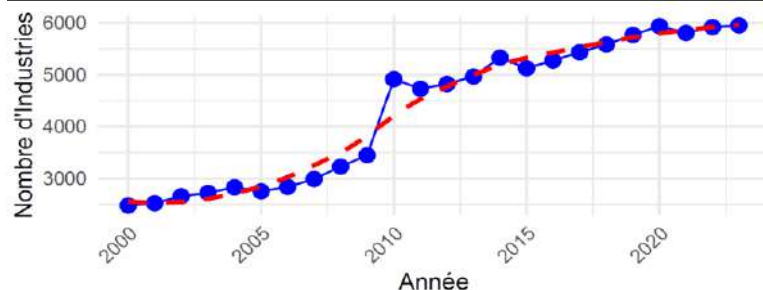
Source : INSEE, FLORES

Annexe IX : Répartition des salariés industriels en 2020



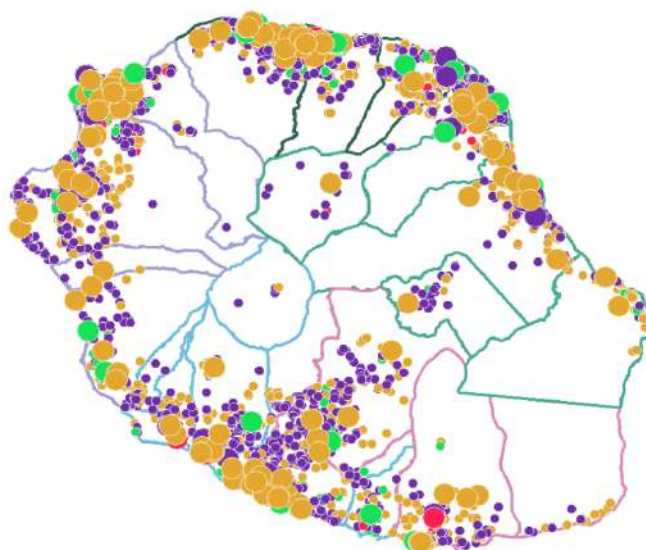
Source : INSEE, FLORES

Annexe X : Evolution du nombre d'industries (2000 au Juillet 2023)

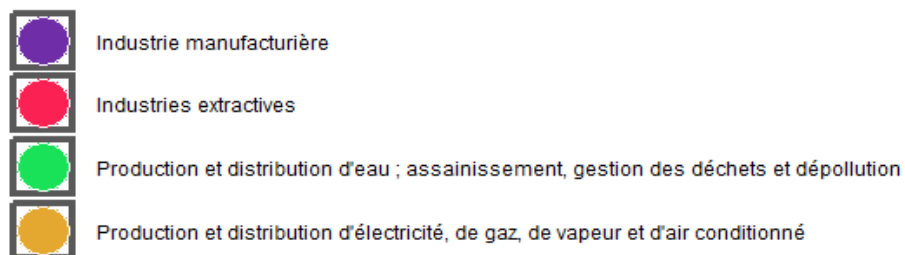


Source : INSEE, SIREN

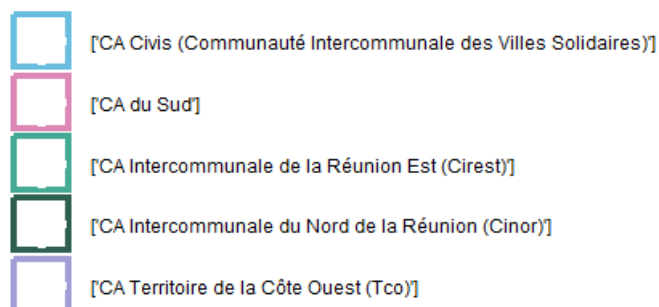
Annexe XI : Représentation EPCI des industries



Secteurs industriels

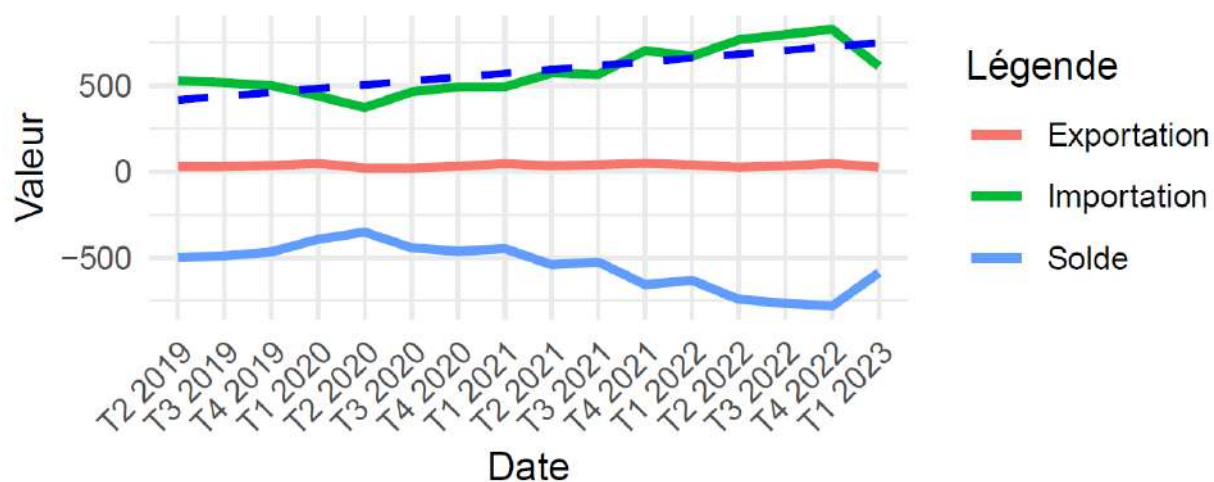


EPCI/grands secteurs industriels



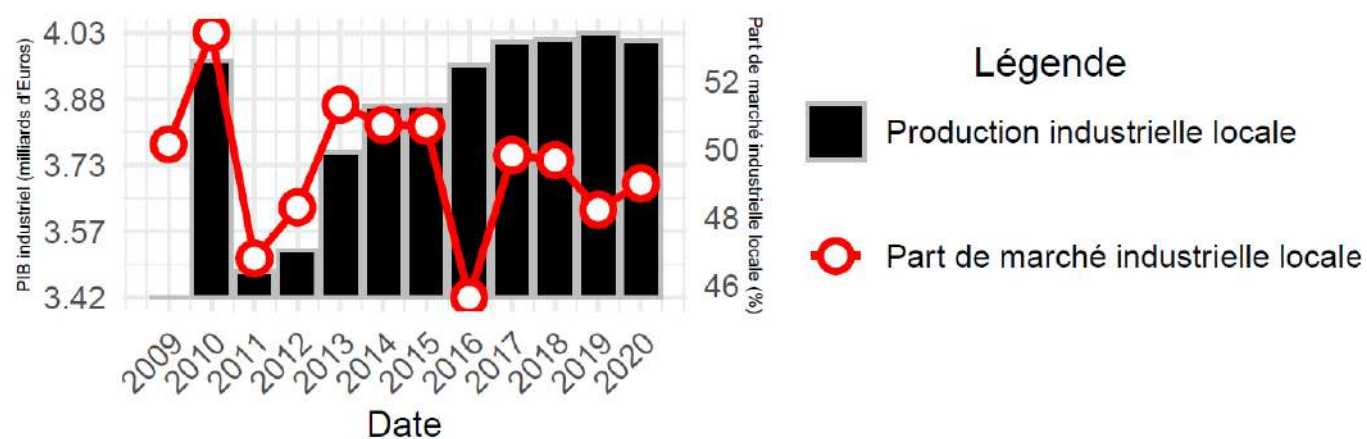
Source : INSEE, SIREN ; MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE L'OUTRE-MER

Annexe XII : Evolution trimestrielle du commerce international (2019 à 2023)



Source : Douane

Annexe XIII : Evolution de la part de marché industriel (2009 à 2020)



Source : INSEE, comptes économiques ; Douane,

ABREVIATIONS

Sigle	Signification
ADIR	Association pour le Développement Industriel
CINOR	Communauté Intercommunale du NOrd de La Réunion
CIREST	Communauté Intercommunale Réunion EST
CIVIS	Communauté Intercommunale des Villes Solidaires
EAE	Enquête Annuelle d'Entreprises
EPCI	Établissement Public de Coopération Intercommunale
IEDOM	Institut d'Émission des Départements d'Outre-Mer
INSEE	Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel
PRI	Plan Réunionnais pour l'Industrie
SIE	Système Intermédiaire d'Entreprises
SIRENE	Système Informatisé du Répertoire des Entreprises et des Etablissements
TCO	Territoire de la Côte Ouest

BIBLIOGRAPHIE

- **ADIR, 2017**, Plan Réunionnais pour l'Industrie, ADIR [en ligne]⁹
- **Eco australe, 2023**, LE COMBAT PERPETUEL, Eco australe
- **Horizon Réunion, 2019**, Bilan énergétique de La Réunion, Graphica
- **IEDOM, 2010**, Rapport Annuel, IEDOM
- **INSEE, 2007**, L'industrie à La Réunion, n°130, INSEE
- **INSEE, 2023**, Produits intérieurs bruts régionaux et valeurs ajoutées régionales, Paris : Institut National de la Statistique et des Études Économiques [en ligne]¹⁰
- **Krarti, Moncef, 2016**, Guide technique d'audit énergétique-M. Krarti, D. Marchio. Presses des MINES
- **Le Marec, J. & Belaën, F., 2012**, "La création d'un observatoire : que s'agit-il de représenter ?", Communication & langages, (1), 29-45.
- **Local footprint, 2019**, Empreinte socio-économique de l'industrie réunionnaise, Utopie.
- **Ndjock, F. N., 2017**, "Observatoire et outil d'aide à la décision : quel lien pour quels résultats?", Composite, 19(2).
- **PERROUX François, 1962**, L'économie du XXème siècle, Paris : Presses universitaires de France.
- **Piponnier, A., 2012**, "Projet et observatoire: une alliance historique et pragmatique", Communication & langages, 1, 67-79
- **VAXELAIRE Daniel, 2006**, La Reunion Terre D'Industrie, Adir.
- **VERLEY Patrick, 2013**, La Révolution industrielle. Paris : Gallimard. Folio histoire. [en ligne]¹¹.

⁹ <https://adir.re/rapports-activites/>

¹⁰ Disponible à l'adresse : [<https://www.insee.fr/fr/statistiques/2389169>]

¹¹ Disponible à l'adresse : www.kobo.com

TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENTS	2
SOMMAIRE	3
RESUME	5
ABSTRACT	5
INTRODUCTION GENERALE	5
PARTIE 1 : CONCEPTION DE L'OBSERVATOIRE INDUSTRIEL A JOUR	9
Chapitre 1.1 : Description de l'observatoire 2019	9
Section 1.1.1. Du plan Réunionnais pour l'industrie 2017 à l'Observatoire Industriel 2019	9
Section 1.1.2. Les contenus de l'observatoire industriel 2019	11
Chapitre 1.2 : Analyse des besoins et description du contenu de l'observatoire à jour	13
Section 1.2.1. Limites de l'observatoire 2019	13
Section 1.2.2. « L'industrie à La Réunion » par l'INSEE et le nouvel observatoire industriel de l'ADIR	14
PARTIE 2 : LE CŒUR DE L'OBSERVATOIRE INDUSTRIEL	17
Chapitre 2.1 : La Réunion industrielle : Pouls et élan de l'économie moderne	17
Section 2.1.1. Place de la production industrielle dans une économie tertiarisée	17
Section 2.1.2. Emplois : Les acteurs derrière le dynamisme industriel	19
Chapitre 2.2 : Le paysage de l'industrie réunionnaise	21
Section 2.2.1. Fonctionnement des établissements industriels	21
Section 2.2.2. L'industrie réunionnaise face à la dépendance et à la substitution à l'importation	23
CONCLUSION GENERALE	25
LISTE DES ANNEXES :	27
Annexe I : Chiffres clés (à partir du code R)	28
Annexe II : L'Economie Réunionnaise et les trois secteurs d'activités	29
Annexe III : L'Economie Réunionnaise et les trois secteurs d'activités	29
Annexe IV : Répartition et évolution de la valeur ajoutée des branches de l'économie	30
Annexe VI : L'Economie Réunionnaise et les trois secteurs d'activités	30
Annexe VII : Evolution trimestrielle des emplois industrielles (Décembre 2019 à Décembre 2022)	30
Annexe VIII : Evolution de l'emploi relatif des grands secteurs (2010 à 2022)	31
Annexe VIII : Structure de l'emploi par secteur à La Réunion	31
Annexe IX : Répartition des salariés industriels en 2020	31
Annexe X : Evolution du nombre d'industries (2000 au Juillet 2023)	32
Annexe XI : Représentation EPCI des industries	32
Annexe XII : Evolution trimestrielle du commerce international (2019 à 2023)	33

Annexe XIII : Evolution de la part de marché industriel (2009 à 2020)	33
ABREVIATIONS	34
BIBLIOGRAPHIE	35
TABLE DES MATIERES	36

